DECEMBRE 1984.

N° 8501

ANALYSES DE LA CRISE AMERICAINE :

*A PROPOS D'UN OUVRAGE RECENT**

Robert BOYER

Ce texte correspond à une version légèrement remaniée de la postface de l'édition française de l'ouvrage de Samuel BOWLES, David M. GORDON et Thomas WEISSKOPF "Beyond the Waste Land" à paraître aux Editions La Découverte (1985).

ANALYSES DE LA CRISE AMERICAINE : A PROPOS D'UN OUVRAGE RECENT.

Robert BOYER

R E S U M E

Après avoir montré les difficultés que rencontrent les approches néo-classiques, keynésiennes et institutionnalistes à analyser la crise actuelle, l'article fait le point sur quelques une des recherches "radicales". Ainsi l'ouvrage de Samuel BOWLES, David M. GORDON et Thomas WEISSKOPF "Beyond the Waste Land" insiste-t-il sur l'érosion des trois piliers de la croissance de l'après-guerre : remise en cause de la Pax Americana, du compromis entre grandes entreprises et travailleurs et de celui que codifie le Welfare State. Sont alors analysées les similitudes et différences avec l'approche en terme de régulation : structure sociale d'accumulation ou régime d'accumulation, compromis capital-travail versus rapport salarial, pouvoir de la grande entreprise ou régulation monopoliste, accord capitalistes-citoyens ou compromis institutionnalisé ? Enfin on s'interroge sur la cohérence et la viabilité d'une stratégie alternative, fondée sur une croissance tirée par les salaires et l'extension des droits démocratiques.

ANALYSES OF THE CURRENT AMERICAN CRISIS : SOME COMMENTS ON BEYOND TE WAST LAND

Robert BOYER

A B S T R A C T

First the paper emphasizes the difficulties of the neo-classical, keynesian and institutionnalist frameworks in interpreting the present crisis. Then a brief survey of the radical analyses is presented and the recent book by Samuel BOWLES, David M. GORDON and Thomas WEISSKOPF "Beyond the Wast Land" is discussed with more details. Since the end of the 60's, the three pilars of post-war growth (Pax Americana, Capital-Labor and Capitalist-Citizen Accords) have been eroded. Then these notions are compared with the equivalent ones within the "french regulation" approach ("régime d'accumulation", "rapport salarial", "compromis institutionnalisé"). Finally, a last part discusses the consequences for economic policy of both frameworks : would a significant wage increase and an extension of democratic rights foster a way out of the crisis.

ANALYSES DE LA CRISE AMERICAINE : A PROPOS D'UN OUVRAGE RECENT.

Robert BOYER

S O M M A I R E

TRIOMPHE...MAIS PAUVRETE DES ANALYSES CONSERVATRICES DE LA CRISE.. 3
KEYNESIENS, INSTITUTIONNALISTES ET MARXISTES..... 6
RENAISSANCE ET APPROFONDISSEMENT DES APPROCHES RADICALES 10
LA CRISE ACTUELLE : CELLE DU SYSTEME DE POUVOIRS CONSTITUE APRES LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE..... 13
° L'érosion des trois piliers de la croissance américaine.. 15
° Un radicalisme "empiriste" et modélisateur..... 17
° Une critique efficace du monétarisme, de l'école de l'offre et de la théorie "de la société à somme nulle"... 19
° L'enjeu des politiques de sortie de crise : rechercher de nouvelles règles du jeu..... 21
LE SYSTEME DE POUVOIR DES GRANDES ENTREPRISES ET REGULATION : CONVERGENCES ET DIFFERENCES..... 23
° Structure sociale de l'accumulation ou régime d'accumulation ?..... 24
° Compromis Capital-travail versus rapport salarial..... 26
° Système de pouvoir de la Grande Entreprise versus structures et/ou régulation monopolistes..... 27
° La (relative) perte d'hégémonie américaine : conséquences internes versus internationales..... 28
° Accord Capitalistes-Citoyens ou compromis institutionnalisé ?..... 30
STRATEGIE DE CROISSANCE TIREE PAR LES SALAIRES ET L'EXTENSION DES DROITS DEMOCRATIQUES : QUELLES CHANCES DE SUCCES ?..... 31
BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE CLASSEE PAR THEMES..... 37
I - Les analyses néo-classiques, post-keynésiennes et modernistes. 37
II - Marxistes et radicaux face à la crise..... 38
III - Autres travaux des auteurs du présent ouvrage..... 39
IV - Travaux français sur l'économie américaine..... 40
V - Rapprochement avec les analyses de la régulation et autres travaux français..... 41

En cette fin d'année 1984, les premiers signes d'un ralentissement de la reprise américaine et les incertitudes qui pèsent sur le programme budgétaire et fiscal du second mandat du Président REAGAN, conduisent à s'interroger à nouveau sur les origines et conditions de sortie de la présente crise. En effet depuis de début de 1983, la vigueur et l'ampleur d'une croissance au demeurant remarquablement peu inflationniste, ont suscité un regain d'optimisme quant au dynamisme du capitalisme américain. De façon explicite ou non, les Etats-Unis définissent à nouveau un "modèle", au point d'éclipser la référence, antérieurement omniprésente, à l'expérience japonaise.

La tonalité des discussions est aujourd'hui tout autre : l'ampleur des déficits budgétaire et extérieur, la permanence de taux d'intérêt réels sans précédent depuis les années trente et plus généralement les risques d'instabilité financière suggèrent que les succès rencontrés en terme de chômage et de désinflation ont été acquis au prix de déséquilibres dont il est difficile d'envisager la poursuite à moyen long terme. De ce fait, les analyses qui insistent sur les aspects structurels de la crise américaine retrouvent une pertinence que semblait leur avoir ôté la relance de la fin 1982 : les prévisions actuelles d'une croissance tout à fait modérée pour 1985 montrent à l'évidence que l'économie américaine est loin de converger vers son sentier de croissance à long terme. Une reprise cyclique ne signifie pas nécessairement qu'ont été levés tous les blocages antérieurs, dont la stagnation de la productivité globale est un indice patent. On peut faire le pronostic que les prochaines années mettront en évidence l'intérêt de la distinction entre crises cyclique et structurelle.

C'est dans ce contexte que la publication en français de l'ouvrage de Samuel BOWLES, David M. GORDON et Thomas WEISSKOPF "Beyond the Waste Land" revêt un intérêt certain. Publié en 1983 aux Etats-Unis

-avant donc le retournement conjoncturel de la fin 1982-, cette recherche fournit une interprétation d'ensemble des origines de la crise, qui n'a rien perdu de son actualité. Pour ne prendre qu'un exemple, les indicateurs de productivité pour 1984 semblent à nouveau donner des signes d'essoufflement. Or les auteurs attribuent une place centrale à ce phénomène et développent un modèle social de productivité qui est au coeur du grippage du mode de développement de l'après-guerre. De la même façon, ils insistent sur les limites de la stratégie conservatrice et montrent en particulier que le renforcement des inégalités n'est pas une condition suffisante d'un redressement des perspectives d'investissement à long terme. Enfin, "Beyond the Waste Land" propose un programme alternatif qui mérite d'être analysé et discuté dans la mesure où il rejoint nombre de propositions faites en Europe.

Dans ces conditions le présent texte propose diverses pistes de réflexions quant à la mise en correspondance des recherches menées respectivement et France et aux Etats-Unis sur les origines de la crise actuelle et les moyens de la surmonter. Dans ce but il n'est pas inutile de présenter au lecteur français,fut-ce brièvement, les recherches marxistes et radicales américaines dont l'ouvrage constitue l'un des aboutissements récents. Il est alors possible de mieux faire ressortir l'originalité et la force des thèses mises en avant par les trois auteurs : leur travail livre une argumentation concernant le caractère structurel des difficultés du capitalisme américain. Enfin, une dernière partie s'interroge sur les liens entre la problématique et la méthode de BOWLES, GORDON et WEISSKOPF et les analyses françaises, dont la problématique est proche, marxiennes ou marxistes. On esquisse ainsi un parallèle avec l'approche de "la régulation". On peut alors discuter en conclusion la pertinence et les effets qu'aurait l'application du programme politique des auteurs.

TRIOMPHE ...MAIS PAUVRETE DES ANALYSES CONSERVATRICES DE LA CRISE.

Il fait peu de doute que les quinze dernières années ont enregistré la remise en cause de l'hégémonie keynésienne, dans la variante américaine qui synthétise l'apport de KEYNES et de la méthodologie néo-classique. Le retournement que manifeste la reaganomie s'inscrit en fait dans un mouvement dont il faut rechercher les origines dès le milieu des années soixante. A cette époque en effet, une (légère) accélération de l'inflation et le début de la montée du chômage commencent à introduire quelques doutes quant à la cohérence et la pertinence du message keynésien. Dans un premier temps, une nouvelle génération de monétaristes conteste la stabilité de la fonction de consommation et cherche à lui substituer une équation de demande de monnaie. Mais à l'époque le débat se déroule encore au sein du modèle IS-LM, dont on discute seulement les résultats en fonction de la valeur attribuée aux divers paramètres caractérisant le comportement d'investissement et de détention de monnaie.La flambée inflationniste consécutive au boom suscité par la guerre du Vietnam, pour une large part financée par monétisation du déficit budgétaire correspondant, relance une interprétation strictement quantitativiste : comme l'affirme M. FRIEDMAN, l'inflation ne serait-elle pas toujours et avant tout un phénomène monétaire ? Parallèlement, les théoriciens néo-classiques s'attachent à réintroduire la notion de chômage volontaire et tentent d'interpréter le sous-emploi croissant comme la conséquence de l'allongement du temps de recherche d'un emploi par des salariés surestimant la rémunération qu'ils peuvent obtenir sur le marché du travail. Bref, la conception keynésienne selon laquelle le chômage est avant tout involontaire et lié à l'insuffisance de la demande effective est ainsi contestée.

Ainsi s'amorce une reconquête de la macroéconomie par la théorie des choix individuels. Pendant longtemps cependant les analyses

correspondantes demeurent largement théoriques et n'influencent que peu ou pas du tout la conduite de la politique économique qui demeure fondamentalement keynésienne. Le Président NIXON lui-même ne déclare-t-il pas au début des années soixante-dix :"Maintenant, nous sommes tous keynésiens !". Il faudra attendre la montée des déséquilibres macroéconomiques (taux d'inflation à deux chiffres, taux de chômage en hausse continue, c'est-à-dire la fameuse stagflation) et l'incapacité des relances keynésiennes à restaurer le plein-emploi pour que le regain néo-classique débouche sur la réorientation des politiques budgétaire et monétaire. Cette "contre révolution" se manifeste d'abord par la rupture des changes fixes et l'adoption de parités flexibles comme alternative à l'effondrement du système monétaire international de Bretton-Woods. Mais elle s'étend ensuite au domaine de la politique intérieure et sert à justifier un renversement des priorités keynésiennes : l'objectif numéro un devient la lutte contre l'inflation, quitte à ce que le chômage s'accroisse dans des proportions sans précédent depuis les années trente. Nul doute que les deux "chocs pétroliers" précipitent cette remise en cause des objectifs mais aussi des instruments de la politique économique. La fixation de normes monétaires devient la règle, alors que, oubliant le message de KEYNES, les politiciens tendent à considérer l'équilibre budgétaire comme une fin en soi et non plus un moyen de régulariser la conjoncture économique. Enfin, le salaire est de plus en plus considéré comme un coût préjudiciable à l'inflation et à la rentabilité,et non plus aussi comme un argument de la demande effective.

En fait l'élection de Ronald REAGAN donne tout son sens à ce retournement puisque pour la première fois depuis le New Deal, le programme présidentiel est explicitement a- ou anti-keynésien. Les précédentes percées des nouveaux classiques (nouveaux quant à la sophistication des techniques mathématiques dont ils habillent leur argumentation, fort anciens quant au coeur de leurs conceptions de l'équilibre économique) reçoivent alors une légitimation idéologique et politique, au point de définir l'orthodoxie du moment. Paraphrasant la

formule célèbre du Président NIXON : "Aujourd'hui, nous sommes tous des tenants du libéralisme économique !" seraient tentés de déclarer la plupart des politiciens. Le changement du paysage intellectuel et politique est tel qu'à partir du début des années quatre-vingt, les controverses n'opposent plus tellement keynésiens et monétaristes, interventionnistes et libéraux mais diverses chapelles au sein même de la nouvelle école classique.

D'un côté les monétaristes ont continué à attribuer à l'intervention intempestive et toujours en retard de l'Etat l'instabilité macroéconomique de la dernière décennie. Confiants dans le pouvoir auto-régulateur des mécanismes de marché et la vigueur de l'initiative individuelle, ils voient dans un désengagement massif de l'Etat une condition sine qua non d'une sortie de la crise, au demeurant de nature transitoire. C'est ce courant qui est l'inspirateur de la politique monétaire particulièrement restrictive conduite par la F.E.D. depuis 1979... aux relâchements près qu'impose périodiquement le risque d'illiquidité et d'effondrement du système financier international (juin 1982) ou américain (épisode de la Continental Illinois en mai 1984). Mais ce courant n'est pas le seul inspirateur de la politique suivie. De l'autre côté en matière de fiscalité, ce sont les tenants de l'école de l'offre qui ont fourni l'argumentaire en faveur d'une réduction massive de la fiscalité touchant les hauts revenus et plus encore les résultats financiers des entreprises. D'un point de vue théorique, l'insuffisance de la rentabilité est le principal facteur limitant l'offre et donc l'emploi, ce qui renoue avec le vieux modèle classique que déjà KEYNES critiquait en l'attribant à PIGOU. Simultanément les indemnités de chômage sont conçues comme une incitation à ne pas travailler, de sorte que du côté des dépenses, le gouvernement fédéral cherche à limiter les prestations sociales...tout en mettant en oeuvre la plus forte croissance des dépenses militaires enregistrée en dehors des périodes de guerre !

Le téléscopage d'un fort déficit public -alors même que l'objectif déclaré était son élimination- et de contraintes strictes concernant le refinancement monétaire témoigne des inspirations contradictoires qui ont déterminées le cheminement de la politique reaganienne. Mais l'ironie veut que la relance initiée à la fin de 1982 résulte bien plus d'un important dégrèvement fiscal, c'est-à-dire d'un tax cut typiquement keynésien, que des vertus propres au retour à une économie de marché (dérégulation, poids des contraintes économiques sur les conventions collectives...etc.). Or dans le même temps les économistes les plus influents de la nouvelle orthodoxie cherchent à donner des bases, mathématiquement rigoureuses à défaut d'économiquement pertinentes, à un modèle purement classique, dans lequel le cycle des affaires et plus généralement la crise ne sont que la conséquence transitoire d'erreurs d'appréciation dans l'évolution des prix relatifs (école des anticipations rationnelles). En conséquence, la politique économique pour autant qu'elle soit correctement anticipée n'exercerait, selon ces derniers, aucune influence sur le niveau d'activité. Mais le paradoxe est que la baisse de la fiscalité et l'essor des dépenses militaires engendrent une reprise particulièrement vigoureuse...tout à fait conforme aux enseignements du modèle keynésien simplifié dont la théorie des anticipations rationnelles conteste la validité !

KEYNESIENS, INSTITUTIONNALISTES ET MARXISTES.

Pour autant il ne suffit pas de qualifier de keynésianisme inavoué et bâtard la politique suivie aux Etats-Unis depuis 1982 pour redonner crédibilité et pertinence aux conceptions traditionnelles des disciples de KEYNES aux Etats-Unis. En fait, les auteurs de la synthèse néo-classique-keynésienne, tels P. SAMUELSON, J. TOBIN (éminents prix Nobel, faut-il le rappeler) semblent aujourd'hui engagés dans la critique de la résurgence du modèle classique plus que dans la

discussion des politiques à mener au sein de leurs propres modèles. D'autres économistes tels W. NORDHAUS reconaissent que la théorie keynésienne nécessite un approfondissement pour tenir compte de la spécificité des phénomènes contemporains concernant la monnaie, la dépense budgétaire ou encore la plus ou moins grande malléabilité des structures productives.

Aussi parmi les économistes continuant à se réclamer de l'héritage de la Théorie Générale –dont le nombre s'est au demeurant considérablement réduit– se font jour différentes conceptions des origines de la crise du keynésianisme et de la crise tout court. Pour certains, c'est le rejet par des gouvernements de plus en plus conservateurs des bienfaits du keynésianisme qui explique la détérioration des performances macroéconomiques, aux Etats-Unis et par extension dans le reste du monde. On serait tenté d'attribuer cette position à la majorité des économistes regroupés autour du Journal of Post Keynesian Economics (Sidney WEINTRAUB, Paul DAVIDSON...). Pour d'autres, la crise serait plus profonde et concernerait les mécanismes mêmes de l'investissement dans une économie caractérisée par une extrême sophistication des instruments de placement financier et donc la possibilité d'un divorce encore plus considérable que du temps de KEYNES entre spéculation financière et la nécessaire régularité de la formation de capital productif (H. MINSKY). Meme si ces idées sont parfois relayées par la presse financière (on sait la préoccupation permanente de Business Week à l'égard de l'instabilité financière américaine), on ne saurait affirmer qu'elles aient une influence déterminante dans la conduite de la politique actuelle. Ainsi semble-t-il qu'aux Etats-Unis les keynésiens se trouvent réduits au rôle critique que KEYNES eut en son temps...sans être pleinement assurés de tenir la clé de l'énigme que constituent aujourd'hui encore les possibilités d'une sortie de crise.

L'incertitude qui marque le travail de recherche économique témoigne de l'éclatement du courant "mainstream" et donne leurs chances

à d'autres approches quelque peu minoritaires. Tel est semble-t-il le cas de l'école institutionnaliste qui après avoir connu un déclin dans les années soixante, enregistre aujourd'hui certains signes de vitalité. En une période d'intenses changements institutionnels et pas seulement technologiques, son approche rencontre a priori les interrogations du moment. Le Journal of Economic Issues est représentatif de cette résurgence. Pourtant, selon la formule sans doute sévère de LUCAS (1980), il ne suffit pas de décrire le monde tel qu'il est pour en fournir une théorisation adéquate. Faute de se poser la question des déterminants de la dynamique macroéconomique, le plus souvent les institutionnalistes ne parviennent pas à s'inscrire dans les débats concernant la politique économique, si ce n'est à un niveau d'abstraction sans commune mesure avec les enjeux. Font exception les disciples de Joseph SCHUMPETER, puisque ce dernier fut l'un des rares après MARX à essayer d'analyser la dynamique longue des économies capitalistes. Assez paradoxalement ses analyses de la crise comme résultat des tensions entre les formes d'organisation héritées du passé et une nouvelle donne technologique ont surtout connu un regain en Europe et beaucoup moins aux Etats-Unis. Bref, l'intuition ou l'embryon de paradigme institutionnaliste apparaît loin de constituer un rempart efficace face à la renaissance des conceptions néo-classiques.

La théorie marxiste constituerait-elle cette alternative ? Dans le contexte américain poser la question revient à la résoudre : contrairement aux pays européens où les concepts de MARX ont souvent été mobilisés dans la recherche académique et plus encore les luttes politiques, les Etats-Unis ont en général violemment rejeté l'héritage marxiste. N'est que plus méritoire l'effort de ceux des rares chercheurs, en général hors de l'université, qui ont tenté d'actualiser les idées de MARX à la lumière des spécificités du capitalisme américain et de la forme originale que revêt la crise de 1929. Paul A. BARAN et Paul M. SWEEZY (1966) ont ainsi mis en évidence la tendance à la hausse du surplus et à son usage improductif, comme caractéristiques essentielles du capital monopoliste. Si un temps les guerres et les

périodes de reconversion alimentent un flux d'accumulation suffisamment intense pour déclencher une phase de croissance, les contradictions du monopolisme finissent toujours pas impliquer une tendance à la stagnation, du fait de l'excès de surplus par rapport aux possibilités de réalisation. Les années soixante-dix et quatre-vingt marqueraient le retour de cette loi d'airain. Les chroniques régulières des éditeurs de la Monthly Review jalonnent ainsi le déroulement de la crise américaine et mettent en évidence successivement le rôle de la spéculation financière, la signification politique du reaganisme, l'impact majeur des guerres dans la sortie des précédentes grandes crises et bien d'autres particularités concernant le processus contradictoire à l'oeuvre aux Etats-Unis.

Mais en dépit de leur qualité et de leur pertinence, ces analyses n'ont en général qu'un impact limité dans les controverses en cours. En effet, le milieu culturel américain est a priori fort réticent vis à vis de toute référence explicite à MARX. De plus, Paul SWEEZY tend à insister sur la permanence des principes explicatifs des grandes crises : la crise actuelle et celle de 1929 constitueraient deux épisodes identiques quant à leurs ressorts profonds, seules des modalités secondaires les distinguant. Mais n'est-ce pas admettre qu'une fois le stade monopoliste atteint, les économies capitalistes n'enregistrent plus de transformations structurelles majeures, ce qu'a priori dément une comparaison des années soixante-dix et trente (nature de l'internationalisation respective du financement, des ventes et de la production, ou encore des interventions de l'Etat...). En outre le déroulement même des deux crises est fort différent : dépression et déflation cumulative dans un cas, récession inflationniste puis reprise mais épuisement progressif de la croissance dans l'autre. Nul doute que les économistes regroupés autour de la Monthly Review soient conscients de ces différences, et analysent par exemple le rôle de l'inflation dans la crise : le véritable problème est celui de l'insertion dans une construction théorique d'inspiration marxiste.

En un sens ce fut l'objectif des radicaux que de tenter une acclimatation du marxisme aux Etats-Unis et de traiter d'évolutions jusque là négligées par la plupart des économistes.

RENAISSANCE ET APPROFONDISSEMENT DES APPROCHES RADICALES.

En effet à ses débuts ce courant s'est attaché à faire connaître des analyses critiques menées dans d'autres pays et plus encore à développer des recherches sur la société américaine, selon des approches combinant théorie et histoire, déterminants socio-politiques et facteurs économiques. Les radicaux américains mettent ainsi au premier plan les phénomènes de discrimination sociale, le pouvoir des entreprises géantes ou encore le rôle de l'impérialisme américain dans le monde. Les luttes étudiantes de la fin des années soixante font pression sur le système universitaire, afin de l'ouvrir à ces nouvelles analyses. Le radicalisme connaît donc un début de reconnaissance institutionnelle, même s'il est loin d'inquiéter l'establishment académique et le courant "mainstream".

Dès le début des années soixante-dix, certains chercheurs diagnostiquent l'entrée de la société américaine dans une période de crise, idéologique, sociale puis économique. Aussi l'une des apparitions significative de l'Union of Radical Political Economists concerne-t-elle la publication en 1978 d'un ouvrage collectif sur la crise du capitalisme américain. Auparavant des auteurs tels que J. O'CONNOR (1973) avaient analysé comment la montée de la crise fiscale dérivait du blocage du dynamisme de l'accumulation. En un sens c'est la chance des radicaux que de disposer de problématiques permettant d'analyser les transformations sociales et économiques en cours et

l'entrée dans une crise structurelle. En effet cette notion ne peut être appréhendée par les paradigmes traditionnels qu'ils soient néo-classiques ou même keynésiens : pour les premiers la crise ne peut être pensée que comme un déséquilibre transitoire ou la conséquence de la violation des lois du marché ; pour les seconds, rien ne distingue récession et dépression, toutes deux attribuables à une insuffisance de la demande effective. Mais d'un autre côté le renversement de la conjoncture politique générale, l'apparition de problèmes financiers dans les universités et plus encore l'affirmation d'un néo-classicisme conquérant conduisent dans le même temps à limiter l'accès des radicaux aux postes universitaires. Aussi, ces derniers connaissent-ils maintes difficultés et sont obligés de se disperser aux quatre coins des Etats-Unis. Tel fut par exemple le cas des trois auteurs du présent ouvrage.

Mais les multiples difficultés rencontrées n'ont pas que des effets négatifs pour les radicaux américains. Face aux critiques dont ils sont l'objet dans le monde académique, ils sont ainsi soumis à une forte pression afin de conforter et préciser leurs arguments à la lumière des critères usuels de la recherche économique. Ainsi passe-t-on de prises de position générales à des travaux qui utilisent les méthodes statistiques, économétriques et même de petits modèles pour vérifier l'hypothèse d'une forte interaction entre forme des rapports sociaux et dynamique économique. Concernant la crise, les analyses ne se bornent plus à en montrer la possibilité puis la nécessité, mais abordent la question de ses origines précises et de son déroulement à travers une analyse quantitative serrée (T. E. WEISSKOPF (1979), H. SHERMAN (1979), A. SHAIKH (1982)).

Simultanément, les chercheurs radicaux s'attaquent aux grands problèmes sur lesquels viennent buter les explications traditionnelles, en premier rang le mystérieux ralentissement de la productivité américaine, selon l'expression même de E.F. DENISON (1979). En la matière ils mettent en avant les limites de l'organisation du travail au

sein des grandes entreprises et les coûts croissants de contrôle. J .B. SCHOR et S. BOWLES (1983) tirent ainsi toutes les conséquences des conceptions à la S.A. MARGLIN (1974) : la division du travail ne vise pas seulement à augmenter la productivité sous l'aiguillon de la valorisation du capital, elle a aussi pour effet d'inculquer une forme de hiérarchisation sociale. A la suite aussi de l'ouvrage de H. BRAVERMAN (1974), nombreux sont les travaux qui s'attachent à comprendre les raisons de la segmentation des marchés du travail et de la division du salariat américain. Ainsi ont été amassés nombre de résultats sur une caractéristique tout à fait essentielle des sociétés capitalistes contemporaines, comme en témoignenent par exemple les ouvrages collectifs de M. REICH et D.M. GORDON (1975) et de D.M. GORDON, R. EDWARDS, M. REICH (1982).

Enfin le courant radical noue des liens avec les divers mouvements sociaux qui, à la base, contestent l'organisation de la société américaine, qu'il s'agisse des minorités ethniques et du mouvement des droits civils, des associations pacifistes ou encore d'unions locales de syndicats. Ses recherches sont alors stimulées par la volonté de s'insérer dans les débats nationaux concernant la politique économique et sociale. L'ampleur des effets sociaux de la stratégie reaganienne et la fragilité de la reprise de la fin 1982 ne rendent que plus urgente la recherche d'alternatives "progressistes".

En un sens, le présent ouvrage résulte de la convergence des trois séries de déterminations qui viennent d'être rappelées. Il témoigne en quelque sorte de l'aboutissement des efforts de rénovation du courant radical qui tel le phénix renaît aujourd'hui de ses cendres. Si la publication en français de cet ouvrage est à mon sens importante, c'est qu'elle donne accès au lecteur à une synthèse particulièrement complète et vivante des travaux de tout un groupe d'économistes américains, quelque peu méconnus de ce côté de l'Atlantique. S. BOWLES, D.M. GORDON et T.E. WEISSKOPF sont ici les ambassadeurs de leurs

collègues de l'Union of Radical Political Economists.

LA CRISE ACTUELLE : CELLE DU SYSTEME DE POUVOIRS CONSTITUE APRES LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.

Avant d'insister sur les originalités de l'ouvrage, il importe de souligner les éléments de continuité par rapport aux analyses marxistes et radicales antérieures.

Tel est le cas du concept de gaspillage qui occupe une place centrale,au point de donner son titre à l'édition américaine "Beyond the Waste Land" c'est-à-dire mot à mot "Au-delà du gaspillage". Sous ce vocable les auteurs désignent l'ensemble des facteurs qui réduisent l'efficacité économique du travail. Contribuent à cette inefficacité le chômage, le développement des tâches de contrôle des producteurs directs, la sous-utilisation des capacités de production des équipements, enfin les différentes productions qui n'ont pas d'utilité sociale (armement) ou encore dérivent des méfaits de l'organisation sociale existante (gaspillage de l'énergie et des produits alimentaires, des dépenses de santé, coût de répression de la criminalité, excès de la publicité...). Le résultat du chiffrement statistique conduit à considérer qu'en 1980 près de la moitié du travail a été gaspillée. Bien qu'aucune référence ne soit faite à d'autres travaux antérieurs, le lecteur ne peut s'empêcher de penser aux précédents que constituent les chiffrements par différents marxistes américains soit du surplus, soit du travail improductif. Qu'on songe par exemple à J.M. GILLMAN (1957), à l'analyse statistique de J.B. PHILLIPS dans l'ouvrage de P.A. BARAN et P.M. SWEEZY (1966) ou encore à M. KIDRON (1974). Il est en un sens rassurant de constater que les évaluations

sont finalement assez concordantes...sans que pour autant les conséquences à en tirer soient claires. On ne saurait certes nier les inefficacités du capitalisme et en particulier son incapacité à assurer le plein emploi, à satisfaire les besoins qui ne correspondent pas à une demande solvable et a contrario le pouvoir qu'il a de créer des demandes sans besoin social évident !

Faut-il pour autant en tirer la conséquence que la production de biens et services utiles pourrait être augmentée de moitié par une reconversion du travail improductif et une meilleure utilisation des ressources ? Rien n'est moins évident surtout si l'on se place à court terme, comme c'est le cas du programme politique où la productivité serait tirée par les salaires (chapitre 12). En effet comme l'ont montré pour la France C. BAUDELOT, R. ESTABLET et J. TOISEL (1979), la hiérarchisation sociale est à l'origine d'une consommation différenciée selon les groupes et classes, de sorte que la reproduction du système –et en particulier le niveau de l'emploi et la nature des qualifications requises– dépend étroitement de cette stratification. De façon plus concrète, peut-on imaginer la société et l'économie américaines indépendamment de la masse des contremaîtres, managers, juristes, banquiers, assureurs, commerçants ou même politiciens ? De même une relance par l'augmentation des bas salaires peut buter sur l'inadéquation des capacités de production, forgées dans un contexte autre concernant la répartition du revenu. Bref, il se pourrait fort que l'énormité des chiffres avancés concernant le gaspillage surestime les marges de manoeuvre effectives ouvertes à une stratégie alternative.

Plus généralement, l'analyse des auteurs accorde une place centrale au système de pouvoir institué par la grande entreprise, qui non seulement leur apparaît comme un facteur d'inefficacité économique mais constitue aussi un obstacle à l'épanouissement des droits démocratiques dans l'entreprise et dans la société, ces deux

caractéristiques étant étroitement interdépendantes. On retrouve un thème constitutif des analyses marxistes et radicales du capitalisme américain. En un sens ces thèses se font l'écho de celles développées en Europe par les tenants du Capitalisme Monopoliste d'Etat : serait finalement plus blâmable la forme monopoliste que la logique capitaliste elle-même. De façon similaire, on a parfois l'impression que les Grandes Entreprises sont maîtresses du jeu politique, comme le suggère l'expression de la Grande Répression pour caractériser la période postérieure à 1972. N'est-ce pas simplifier beaucoup la complexité du jeu politique et l'affrontement de diverses stratégies y compris parmi les entreprises géantes elles-mêmes ? La particularité des institutions américaines et le caractère impressionnant de la concentration financière expliquent sans doute cette extrême homogénéité prêtée au système économique et politique.

Ces quelques remarques liminaires ne sauraient dissimuler l'intéret majeur et l'originalité des autres thèses avancées par l'ouvrage. On voudrait souligner quatre apports principaux.

° L'érosion des trois piliers de la croissance américaine.

Loin de constituer un phénomène naturel, l'essor de l'après seconde guerre mondiale dérive de trois caractéristiques des relations de pouvoir associées à la Grande Entreprise. D'abord la Pax Americana organise le système des relations internationales sous l'hégémonie des Etats-Unis dans tous les domaines, militaire, économique, politique, culturel même. Ensuite un compromis limité entre Capital et Travail codifie un partage des responsabilités : aux gestionnaires les choix de production, de technologie, de localisation, d'investissement..., aux syndicats le droit de défendre les intérêts économiques immédiats des travailleurs à travers la revendication d'un partage des gains de productivité. Enfin un second compromis entre Capitalistes et Citoyens

induit une extension du rôle de l'Etat dans trois domaines : réduction de l'instabilité macroéconomique par la fiscalité et le budget, soutien des grandes entreprises à travers les marchés publics, fourniture d'un minimum d'assurance aux citoyens les plus défavorisés (personnes âgées, chômeurs, pauvres).

Dès lors ce mode de croissance devenait vulnérable aux conflits susceptibles de se développer au sein de ces structures de pouvoir et c'est effectivement ce que l'on observe à partir du milieu des années soixante. Le déclin de la domination internationale des Etats-Unis se répercute de la sphère politique à l'économie et entraîne une perte durable de compétitivité. Cette dernière se manifeste par une pénétration du marché intérieur, une perte de part de marché mondial puis au début des années soixante-dix une détérioration des termes de l'échange annulant les gains enregistrés depuis les années cinquante. Le second pilier de la croissance est lui-même ébranlé par les coûts sociaux associés au mode de développement de la productivité, reposant sur un contrôle accru et une atténuation de la menace de perte de tout revenu en cas de licenciement. La conséquence en est un ralentissement significatif des gains de productivité qui intervient dès 1967. Aux deux facteurs précédents s'ajoute la remise en cause de la logique du profit, soit par des règlementations publiques dans le domaine de la santé, de la sécurité et de l'environnement, soit du fait des coûts croissants des ressources naturelles (matières premières, produits agricoles et bien sûr énergie).

Aussi le mouvement du profit qui avait été ascendant de 1957 à 1966 se renverse pour chuter jusqu'en 1975 sans que pour autant la récession manquée, la Grande Répression et l'accélération de la stagflation ne parviennent à le redresser de 1975 à 1980 (chapitres 4 et 5). La conclusion des auteurs rejoint donc par d'autres voies celles des recherches menées en France sur les Etats- Unis (M. AGLIETTA (1976), M. FOUET (1978), C.E.P.I.I. (1980) par exemple) : les difficultés de ce

pays ne sont pas transitoires et liées à la seule inadéquation des politiques économiques mais bien à l'érosion des rapports de pouvoirs et formes d'organisation de l'après guerre. La nouveauté par rapport aux thèses de P.M. SWEEZY est d'insister sur la spécificité des institutions monopolistes et la possibilité d'une crise qui ne soit pas la simple reproduction de celle de 1929. Ce faisant S. BOWLES, D.M. GORDON et T.E. WEISSKOPF rejoignent les intuitions des institutionnalistes, en leur donnant une base théorique et empirique qui, on l'a noté, fait trop souvent défaut à ces derniers.

° Un radicalisme "empiriste" et modélisateur.

Sur ce point en effet, les auteurs réalisent un mariage, apparemment heureux, entre l'hypothèse générale du rôle déterminant des facteurs politiques et sociaux dans la genèse de la crise et son test au moyen des méthodes économétriques, habituellement utilisées par les néo-classiques et keynésiens mais souvent rejetées par les économistes critiques. Prenant au mot l'appel des économistes orthodoxes à résoudre le "puzzle de la productivité", ils élaborent un modèle économétrique dans lequel la résistance des travailleurs aux gestionnaires, un déclin de l'innovation du fait de moindres pressions concurrentielles, et la remise en cause de la domination des grandes entreprises à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur des Etats-Unis expliquent la plus grande part du ralentissement de la productivité intervenu après 1967. Cette percée méthodologique, même contestée par certains, semble avoir eu un impact significatif : le modèle social de la productivité est maintenant largement discuté parmi les chercheurs comme en témoigne la publication dans la Revue de la Brookings Institution de l'approfondissement des analyses statistiques de l'annexe C (S. BOWLES, D.M. GORDON, T.E. WEISSKOPF (1983)).

Ces analyses se prolongent par l'estimation d'un modèle complet

déterminant aussi le taux de profit, le degré d'utilisation des capacités de production et la substitution du capital au travail. Elles servent ensuite de base à une simulation des effets qu'aurait l'application du programme politique des auteurs (annexe E de l'édition américaine). Plus généralement les auteurs ne manquent jamais de vérifier la pertinence de leurs thèses –et celles de leurs contradicteurs– à l'aune des indicateurs statistiques disponibles. Ainsi, sur la base des comparaisons internationales ou tests statistiques très simples, récusent-ils la plupart des boucs émissaires invoqués pour expliquer la crise (chapitre 3). En outre ces résultats se combinent à d'autres analyses qualitatives (déclarations de gestionnaires et d'hommes politiques, rapprochements avec des pays dans lesquels les institutions et interventions publiques sont différentes...) de sorte que les démonstations prennent un tour alerte qui tranche heureusement sur les affirmations dogmatiques qui trop souvent par le passé ont servi de substitut à des analyses rigoureuses.

Pour autant toutes les difficultés méthodologiques d'une économie politique critique ne sont pas levées...bien au contraire ! D'abord certains n'ont pas manqué de contester la mesure du coût du contrôle du travail, ou l'assimilation du taux de faillite à la pression concurrentielle en faveur de l'innovation ou encore le détail du travail économétrique portant sur des variables tantôt annuelles, tantôt pluriannuelles. Le danger existe donc que le débat théorique se dissolve dans une discussion purement technique entre statisticiens ! Mais a contrario n'est-ce pas l'une des conditions d'une critique permanente et donc d'un enrichissement du cadre d'analyse sans lesquels il n'est pas de paradigme viable. Ensuite il est vrai que le travail de vérification empirique ne saurait se substituer au travail conceptuel et à l'élaboration théorique et que l'accent mis sur la mesure de phénomènes sociaux complexes peut parfois occulter le nécessaire travail de théorisation préalable. Enfin, la collecte des indicateurs statistiques est le plus souvent organisée par rapport à de tout autres notions que celles mises en avant par les économistes critiques. D'où le danger d'un

rapprochement quelque peu héroïque du cadre conceptuel et de données empiriques hétérogènes l'un par rapport à l'autre.

Mais surmonter ces difficultés est sans doute une tache promethéenne, si bien qu'on ne saurait tenir grief aux auteurs de ne les avoir pas totalement dépassées. Les pistes qu'ils ouvrent sont d'ores et déjà particulièrement stimulantes.

° Une critique efficace du monétarisme, de l'école de l'offre et de la théorie "de la société à somme nulle".

Cette critique vient à point nommé en une période où les objectifs d'un contrôle de l'émission monétaire sont réaffirmés et où tous les gouvernements privilégient l'autofinancement des entreprises au détriment du revenu des consommateurs et pratiquent donc une politique de l'offre qui, pour n'avoir pas le dogmatisme des "Supply-siders", n'en présente pas moins une rupture significative par rapport aux pratiques antérieures, d'inspiration largement keynésienne. Quant à l'idée que la croissance zéro risque de se prolonger pendant plus d'une décennie et impose des choix drastiques ("déshabiller Paul pour habiller Pierre"), elle est fort répandue aujourd'hui. Or BOWLES, GORDON et WEISSKOPF fournissent maints arguments à l'encontre de ces thèses.

Concernant en particulier l'école de l'offre, ils réfutent point par point les trois arguments qu'elle avance. En premier lieu les dégrèvements fiscaux sur le revenu n'ont pas l'effet attendu quant à la stimulation de l'offre de travail, comme le montre l'histoire américaine de 1960 à 1980. En second lieu la dérégulation et la baisse de la fiscalité des entreprises n'ont pas engendré de reprise vigoureuse de l'investissement, car la configuration a-typique et la sévérité de la

récession qui se termine en 1982 réduisent en conséquence les anticipations et les décisions des entreprises concernant l'avenir. Le retournement qui intervient à la fin de 1983 ne fait que compenser la chute antérieure et doit plus à l'ampleur du déficit budgétaire qu'aux vertus de la dérégulation et de l'exacerbation de la concurrence. Enfin last but not least l'expérience reaganienne a totalement déconsidéré les conceptions de LAFFER : qu'importait le déficit public initial du fait du tax cut puisqu'une réponse rapide de la productivité et de la production ferait plus que compenser la réduction consentie ex ante. En fait, le déséquilibre des finances publiques atteint aujourd'hui un niveau record en comparaison duquel la gestion du Président CARTER apparaîtrait particulièrement vertueuse ! Aussi selon les auteurs, la macroéconomie de l'offre est donc aujourd'hui totalement déconsidérée.

Ce n'est pas le cas du monétarisme qui continue à inspirer les analyses et la politique du gouvernement américain. les arguments que fournit l'ouvrage (chapitre 9), qui sont nombreux, se situent à différents niveaux. La première critique insiste sur le fait que les monétaristes qui supposent en théorie des économies fonctionnant au voisinage du plein emploi, mettent en oeuvre une politique restrictive qui implique une sous-utilisation accrue des capacités de production. C'est alors admettre de facto que l'excès de la demande constitue l'origine principale des pressions inflationnistes, alors qu'au contraire la stagflation des années soixante-dix marque la coexistence d'un "excès d'offre" et de l'inflation. Plus fondamentalement encore, le monétarisme en niant les complémentarités entre consommation, dépenses publiques et investissements, fait l'impasse sur les problèmes structurels de l'économie américaine, qu'il aggrave même en généralisant la sous-utilisation du travail et des équipements, inhibant ainsi le redressement de l'industrie américaine. Le diagnostic serait donc que le monétarisme ne correspond pas aux caractéristiques les plus essentielles du capitalisme contemporain. Enfin, les auteurs ne manquent pas d'insister sur les conséquences sociales du programme monétariste (donner encore plus à ceux qui sont déjà les mieux lotis,

moins aux plus défavorisés) et évoquent le conflit possible de ce projet économique avec les droits démocratiques.

Un troisième système d'interprétation connaît un certain succès : celui de la "société à somme nulle" élaboré par L. THUROW (1980) et (1983) dont les ouvrages ont servi de base à la recherche d'une politique économique alternative au reaganisme, au sein d'une fraction du parti démocrate. Selon cette interprétation le ralentissement de la productivité et de la croissance a crée une situation de "jeu à somme nulle", dans laquelle tout gain de l'un (par exemple des consommateurs) se fait au détriment de l'autre (en l'occurrence les entreprises et les investisseurs). BOWLES, GORDON et WEISSKOPF contestent cette hypothèse et insistent au contraire sur l'importance des gaspillages dont la suppression permettrait un redressement simultané de la consommation et de l'investissement. Ils invoquent aussi l'argument keynésien selon lequel l'irrationalité des marchés peut être à l'origine d'une sous utilisation durable du potentiel productif. Finalement ils critiquent cette problématique quant à ses conséquences de politique économique. D'une part elle admet comme données les règles du jeu capitaliste actuel...alors que précisément la question n'est autre que leur redéfinition. D'autre part, elle fait de la reprise du profit et de l'investissement une condition préalable au redressement économique, ce qui peut être contesté du double point de vue économique (existence d'un minimum de complémentarité entre consommation et investissement) et politique (cette stratégie donne la prééminence au monde des affaires au détriment de la plupart des groupes sociaux et de leurs aspirations).

° L'enjeu des politiques de sortie de crise : rechercher de nouvelles règles du jeu.

Telle est en effet la conséquence logique de l'ouvrage et sur ce

point son apport est tout à fait essentiel dans les débats américains qui le plus souvent feignent d'admettre qu'il existerait UNE bonne politique, indépendamment de tout choix socio-politique. Sur ce point la démonstration se déroule en deux temps. Les auteurs montrent d'abord qu'au sein des structures de pouvoir et des formes d'organisation antérieures, la quasi-totalité des mesures traditionnelles de poliique économique risque fort de ne pas avoir les effets positifs attendus, mais au contraire d'aggraver les déséquilibres, car ce sont les trois piliers de la croissance américaine que la crise continue à éroder, hypothèquant l'efficacité des interventions de court terme, qu'elles soient d'ailleurs monétaristes ou keynésiennes. Les arguments précédemment développés donnent une idée de l'argumentation des auteurs. Mais comment expliquer que les politiques conservatrices par exemple soient néanmoins entreprises en dépit de leurs failles logiques et maintenues même lorsque leurs résultats sont particulièrement décevants ? C'est pour répondre à cette question que BOWLES, GORDON et WEISSKOPF développent un second niveau d'argumentation.

A ce second niveau, "les origines de la crise américaines..." fourmille de notations, d'anecdotes et de prises de position de divers responsables des affaires et de la politique qui permettent au lecteur français de se faire une idée des controverses et plus encore des transformations qui sont en cours dans la société américaine. Méritent l'attention deux des interprétations des auteurs. D'abord, la stratégie économique reaganienne peut être détachée d'un projet politique fondamentalement inégalitaire dans lequel l'exacerbation de la logique du marché sert à accentuer les différences entre riches et pauvres, entreprises florissantes et zones sinistrées, entre détenteurs du pouvoir et laissés pour compte. Cette constatation n'est pas nouvelle et avait déjà été faite (M. HISCOX (1982)), mais semble quelque peu oubliée depuis, en une période où de nouveau, y compris pour une large partie de la gauche, le capitalisme américain paraît désigner l'horizon indépassable de la modernité.

Ensuite la stratégie moderniste qui est associée aux vues de L. THUROW et d'une partie des milieux financiers –cf. le numéro spécial de Business Week de juin 1980 consacré à un ambitieux programme de réindustrialisation des Etats-Unis–, bien qu'opposée à celle des conservateurs, correspond en fait, selon les auteurs, à une autre variante d'une politique favorable aux Grandes Entreprises, car reposant sur une croissance tirée par les profits. Le chapitre 9 ne manquera pas de retenir l'attention du public français : l'agenda moderniste (accélération de la modernisation, course aux nouvelles technologies, recherche de nouveaux accords entre Capital et Travail, Capital et Citoyens, Etats-Unis et le reste du monde...) ne ressemble-t-il pas étrangement au programme de certaines composantes de la gauche française ? Pourrait-on envisager une variante de ce dernier qui amorce une rupture avec la logique du profit ? Nul doute que la réponse des auteurs stimule notre réflexion sur cette si difficile question, centrale pourtant.

Avant de discuter leur programme politique, il n'est pas inutile d'esquisser un parallèle entre ces analyses et celles menées en France.

LE SYSTEME DE POUVOIR DES GRANDES ENTREPRISES ET REGULATION : CONVERGENCES ET DIFFERENCES.

Les remarques précédentes amènent tout naturellement une question qui sans doute aura germé dans l'esprit du lecteur : le travail des radicaux américains ne rejoint-il pas les recherches de l'"école de la régulation" ? On se bornera à esquisser quelques pistes de réflexion. Un premier rapprochement tient à l'orientation et à la position communes

des deux groupes de chercheurs. L'un et l'autre s'inscrivent en filiation par rapport aux concepts marxistes et marxiens qui sont mobilisés dans l'interprétation des origines et des spécificités de la crise actuelle. Tous deux utilisent les outils de l'économétrie et de la modélisation et tentent de confronter leurs hypothèses à celles des autres problématiques. Enfin, si les uns sont principalement originaires du monde académique et les autres de l'administration économique, ils ont en commun d'être insérés dans les controverses contemporaines, bien qu'à des niveaux différents (celui des mouvements alternatifs dans un cas, celui de la politique économique menée par l'Etat de l'autre). Mais les ressemblances dépassent la seule sociologie et portent aussi sur la problématique et les notions de base.

° Structure sociale de l'accumulation ou régime
---
d'accumulation ?

Sous le premier de ces termes, les auteurs américains désignent l'ensemble des institutions, périodiquement reconstituées qui assurent la stabilité économique et la modération des conflits politiques, éléments essentiels à des anticipations favorables des profits et donc à une accumulation rapide du capital. Par le second, les économistes français entendent les différentes institutions et régularités qui rendent compatibles sur une période assez longue, mais toujours limitée, la dynamique des moyens de production et celle de la consommation avec le partage de la valeur entre salaires et profits.

La similarité des notions est donc frappante et leur usage dans l'un et l'autre des systèmes explicatifs vise à montrer comment l'accumulation capitaliste, par nature contradictoire, est néanmoins possible sur une base élargie et pendant des périodes relativement longues (de l'ordre de 25 à 30 ans). Toutes deux insistent sur le rôle

des institutions, comme moyen de canaliser et socialiser des comportements privés, en conformité avec les complémentarités rendues nécessaires par le mode d'accumulation en vigueur.

Simultanément, les deux problématiques ont en commun de donner une définition précise de ce qu'est une crise structurelle. Pour D.M. GORDON, T.E. WEISSKOPF et S. BOWLES, l'opposition est entre les cycles reproductifs au cours desquels le retournement conjoncturel conduit à une restauration du taux de profit et les cycles non-reproductifs dans lesquels au contraire la récession et la chute de l'activité ne parviennent pas à enrayer la baisse de la rentabilité. A cet égard, leur article paru dans l'American Economic Review de Mai 1983 montre que les cycles non-reproductifs correspondent assez exactement aux périodes d'intenses conflits et innovations dans les institutions. Ce critère fournit donc une caractérisation complémentaire à celle utilisée par l'approche de la régulation.

Mais symétriquement, le fait que les recherches françaises aient porté sur une période beaucoup plus longue que celle de l'après seconde guerre mondiale, conduit à une caractérisation de la succession des régimes d'accumulation : à dominante extensive, puis intensive sans consommation de masse et enfin intensive avec à la fois production et consommation de masse. L'intérêt est alors de montrer qu'aussi bien les petites crises (l'équivalent des "reproductive cycles") que les grandes crises (c'est-à-dire les "non-reproductive cycles") changent de forme dans la très longue période (R. BOYER (1979), J.P. BENASSY, R. BOYER, R.M. GELPI (1979)). C'est un argument important lorsqu'on cherche à discuter des transformations socio-économiques et des politiques qui permettraient de surmonter la présente crise. Plus encore est ainsi relativisée la tendance des économistes à postuler des lois invariantes à vocation universelle.

Une autre série de différences entre les deux approches tient à

la spécificité des institutions auxquelles l'analyse attribue une place centrale. On insistera plus particulièrement sur trois d'entre elles.

° Compromis capital-travail versus rapport salarial.

Telle est en effet l'une des bases essentielles du mode de développement de l'après guerre dans l'une et l'autre des problématiques. L'argument est remarquablement voisin : l'initiative de la production et de son organisation appartient aux gestionnaires et n'est pas contestée par les organisations syndicales ; à ces dernières de revendiquer un partage équitable des gains de productivité à travers l'augmentation du salaire nominal et l'extension des avantages sociaux. De même, quant à la caractérisation de la crise : les difficultés sociales et économiques à poursuivre selon la logique antérieure de l'organisation du travail (le taylorisme et le fordisme pour les "régulationnistes") jouent un rôle central dans le ralentissement de la productivité et la baisse de la rentabilité. On pourrait même affirmer que le modèle social de productivité pallie l'une des faiblesses de l'argumentation de ceux des chercheurs français qui mettent au premier plan la crise de l'organisation du travail (B. CORIAT (1982), O. PASTRE (1984)). Même s'il ne correspond pas aux particularités institutionnelles de l'économie française, n'ouvre-t-il point une voie quant à une analyse plus précise des origines de la crise du fordisme ?

Une différence cependant entre les deux approches. Alors que dans le rapport salarial fordiste, la formation des salaires en fonction des gains de productivité joue un rôle central, cette particularité a moins retenu l'attention des auteurs. Or à la suite de M. AGLIETTA (1976) et plus récemment M. PIORE et C. SABEL (1984), tout porte à croire que cette composante est essentielle pour rendre compte des différences entre l'entre-deux-guerres et la période postérieure à 1945. De même, la vitesse d'ajustement de l'emploi et la plus ou moins grande flexibilité

du travail n'interviennent pas dans l'interprétation des auteurs américains.

Les deux approches n'en demeurent pas moins remarquablement complémentaires.

° Système de pouvoir de la Grande Entreprise versus
structures et/ou régulation monopolistes.

Le rôle des sociétés par actions et les formes de concurrence sont, on le sait, au centre des deux interprétations. L'une et l'autre s'affranchissent de la conceptions orthodoxe selon laquelle la concentration financière suffit à elle seule à impulser un changement dans la dynamique économique. Si l'école américaine privilégie les relations entre les Grandes Entreprises et les systèmes de pouvoir, les analyses en terme de régulation mettent en évidence la dialectique entre changement des formes de la concurrence, gestion monétaire et dynamique économique d'ensemble.

De ce fait les lacunes sont symétriques. D'un côté, peu d'attention est accordée aux transformations de la gestion et de la valorisation du capital qu'introduit la Grande Entreprise, contrairement à ce qui est l'un des points centraux chez M. AGLIETTA. De même BOWLES, GORDON et WEISSKOF n'examinent pas les conséquences de la concentration financière sur la gestion de la monnaie, ce qui conduit à une interprétation de l'inflation quelque peu restrictive et surtout à une sous-estimation des aspects financiers de la crise actuelle. Or les recherches françaises récentes ont largement privilégié le rôle de la monnaie de crédit dans la genèse et le déroulement de l'inflation de crise (M. AGLIETTA, A. ORLEAN (1983) et A. LIPIETZ (1983)). De plus le

risque que les contradictions actuelles débouchent sur un effondrement financier, est loin d'être négligeable (C.E.P. (1984)).

D'un autre côté, les régulationnistes ont jusqu'à présent porté peu d'attention aux relations entre pouvoirs politique et économique. Certes les recherches sur l'Etat menées en terme de compromis institutionnalisé (C. ANDRE, R. DELORME (1983)) et les travaux sur la politique économique (A. LIPIETZ (1984), J. MISTRAL et R. BOYER (1983)), ou encore le rapport salarial (R. BOYER (1980), B. CORIAT(1982)) ont abordé incidemment la question. Ne conviendrait-il pas cependant d'aller au-delà et de poser plus explicitement la question du réseau de pouvoirs qui conditionnait la régulation monopoliste ? Dans la mesure où on insiste sur le caractère partiellement ouvert des grandes crises et l'existence de plusieurs stratégies visant à les surmonter, l'analyse des processus politiques devient plus que jamais essentielles.

Mais les possibilités d'une fécondation mutuelle portent aussi sur le rôle des Etats-Unis dans le système international.

° La (relative) perte d'hégémonie américaine : conséquences internes versus internationales.

Sur ce troisième point les analyses sont encore remarquablement symétriques. D'un côté les chercheurs américains insistent sur l'érosion de la domination américaine comme facteur défavorable au profit qui contribue au grippage de l'accumulation. Ils se concentrent donc sur les effets nationaux des transformations du système international. Ainsi la détérioration des termes de l'échange joue, semble-t-il, un rôle finalement plus déterminant que la remise en cause des formes du travail dans les grandes entreprises (T. WEISSKOPF

(1979)). Aussi les propositions de politique éonomique envisagent-elles les moyens de s'affranchir d'évolutions internationales défavorables et évoquent à ce propos des formes sélectives de protectionnisme.

D'un autre côté, les analyses en terme de régulation ont plutôt insisté sur le rôle du capitalisme américain, d'abord dans la stabilisation de l'ordre international, ensuite dans sa crise. En effet, la diffusion du régime d'accumulation intensive centrée sur la consommation de masse s'est effectuée à partir des Etats-Unis et en direction de l'Europe et du Japon. La supériorité américaine dans le domaine des biens d'équipement, des méthodes d'organisation du travail et de la gestion structure les échanges internationaux de produits industriels, chacun des autres pays industrialisés cherchant à s'insérer au mieux dans la hiérarchie de la division internationale du travail (J. MISTRAL (1982), A. LIPIETZ (1983)). Le dollar devient ainsi la base du système monétaire international, car les crédits en dollar permettent de boucler le circuit des échanges entre les Etats-Unis et le reste du monde.

Mais ce cercle vertueux de la croissance –des pays de l'OCDE tout au moins– engendre progressivement les germes de son épuisement : le progressif rattrapage des normes de production et de consommation américaines réduit la domination des Etats-Unis à n'être plus que relative, dans un système international de plus en plus multipolaire. Les relations entre pays capitalistes dominants, de complémentaires deviennent concurrentielles, chacun cherchant à conquérir les mêmes marchés à travers la différenciation des produits et même ultérieurement la guerre des prix. Ainsi l'érosion continue de l'excédent commercial américain, puis l'aggravation du déficit, contribuent à compromettre la supériorité incontestée du dollar comme monnaie de réserve internationale. C'est donc l'ensemble du système international qui entre en crise dès le début des années soixante-dix, avant même les fameux "chocs pétroliers". Corrélativement, le rapport de force semble

se déplacer du capital industriel au capital financier (M. AGLIETTA, A. ORLEAN (1983)) ce qui aggrave encore les limites financières à la croissance (C.E.P.I.I. (1980)).

Nul doute que la compréhension de la crise gagnerait à combiner ces deux approches : aujourd'hui les moyens de restaurer une suprématie américaine entrent en conflit avec la stabilité du système des pays capitalistes considérés dans leur ensemble, sans que l'on voie clairement comment l'évolution des rapports de force pourrait conduire à la compatibilité de ces deux objectifs.

° Accord Capitalistes-Citoyens ou compromis institutionnalisé?

Comme on l'a déjà noté, ces deux notions jouent sensiblement le même rôle dans la problématique : celui d'expliquer le cours nouveau que prend qualitativement et quantitativement la dépense publique et la fiscalité après 1945. Pour autant les conceptions ne sont pas équivalentes.

L'accord capital-citoyen paraît admettre que l'Etat est un simple intermédiaire dans la négociation de cet accord, de sorte qu'il n'aurait peu ou pas d'autonomie par rapport aux rapports capitalistes. En fait, et certains des travaux antérieurs des auteurs le montrent, l'Etat a aussi le pouvoir d'instituer certains groupes comme titulaires de droits économiques (pauvres, chômeurs, vétérans, minorités ethniques...) qui ne sont pas la simple projection du rapport salarial. Aussi les contradictions au sein de formes étatiques ne sont pas le seul reflet de celles de l'accumulation, même si elles ne sont pas indépendantes.

Par contraste, la notion de compromis institutionnalisé est a priori plus large, puisqu'il codifie les formes de différenciation sociales dont l'origine peut être étrangère à la logique du capital entendue au sens strict. Qu'on songe par exemple au rôle de l'enseignement public dans la politique française...et la dynamique des dépenses de l'Etat (C. ANDRE, R. DELORME (1983)). En conséquence, l'idée même d'une politique économique rationnelle et arrêtée en fonction de critères d'intérêt général est fortement remise en cause. Il semblerait qu'en fait les objectifs et les instruments de la plupart des composantes des politiques sociales et économiques soient déterminées par l'entrelacement des compromis institutionnalisés passés...ou à venir une fois que la crise structurelle actuelle entraîne leur remise en cause.

Or la crise des politiques économiques constitue l'un des traits marquants des années quatre-vingt : en dépit de leur regain, la plupart des orthodoxies ont été mises à mal par les spécificités des enchaînements macroéconomiques à l'oeuvre. Pour les pays européens tout au moins, au cercle vertueux des années soixante a succédé un cercle vicieux, voire infernal (R. BOYER, J. MISTRAL (1983)). Comment le rompre ? Les régulationnistes ont eu maintes occasions d'exposer leur point de vue en la matière (outre les travaux déjà cités, voir M. AGLIETTA, A. BRENDER (1984), ou plus récemment encore A. LIPIETZ (1984)). Les propositions des radicaux américains sont moins connues : elles méritent donc une rapide présentation et discussion.

STRATEGIE DE CROISSANCE TIREE PAR LES SALAIRES ET L'EXTENSION DES DROITS DEMOCRATIQUES : QUELLES CHANCES DE SUCCES ?

La force des propositions de BOWLES, GORDON, WEISSKOPF, tient à leur déduction des principes mêmes qui président à l'analyse du

caractère structurel de la crise. Tout leur programme vise à changer les règles du jeu de sorte qu'il devienne à somme positive et croissante. Les gaspillages associés au pouvoir de la Grande Entreprise constituent donc la première cible. Symétriquement ils proposent une relance de la productivité par une augmentation des salaires et par une extension des droits des travailleurs dans l'entreprise. Enfin la lutte contre les inégalités et le rapprochement des centres de décision des groupes concernés, constituent le troisième volet de cette stratégie de sortie de crise. Ainsi d'autres formes d'organisation de la production (communautaires par exemple) seraient possibles et esquisseraient une faille dans la logique aujourd'hui toute puissante du profit.

A l'énoncé de ce bref résumé, le lecteur français ne peut manquer de penser aux programmes de la gauche dans son propre pays : les auteurs combinent en effet une stratégie de type programme commun (relance massive grâce à une lutte contre le gaspillage et un relèvement des salaires) avec une visée auto-gestionnaire selon le modèle que proposaient dans les années soixante-dix, le P.S.U., la C.F.D.T. ainsi que d'autres composantes de la gauche ou de l'extrême gauche. En fait l'opposition traditionnelle de l'opinion américaine à une extension des prérogatives du gouvernement fédéral ainsi qu'une certaine désillusion vis à vis du "tout Etat" poussent plutôt leur programme dans la seconde direction.

Ce projet serait-il viable aux Etats-Unis, comme en Europe ou au contraire les déboires enregistrés par le gouvernement français depuis 1982 incitent-ils à la recherche d'une autre stratégie ? Est-il susceptible de mobiliser les groupes concernés au point de contrer efficacement les réactions tout à fait prévisibles des détenteurs actuels du pouvoir économique et politique et des milieux financiers internationaux ? La question est pour le moins ouverte et l'on se bornera ici à expliciter quelques unes des faiblesses de ce programme (mais quelle est la politique de sortie de crise qui ne se heurte pas à

de telles objections) ? Il suffit de songer par exemple aux critiques qui ont été faites aux différentes propositions formulées par les régulationnistes !.

° En premier lieu une large partie de la stratégie repose sur l'existence de gaspillages très importants, ce qui laisse augurer d'amples marges de manoeuvre en vue de redresser dynamiquement à la fois la consommation et l'investissement, les salaires plus que les profits. La sous-utilisation des ressources humaines et matérielles faisant peu de doute au milieu de 1982 après deux années de récession. Il ne faudrait pas négliger pour autant les obstacles à une reflation, alimentée par une lutte contre les irrationalités du système économique actuel. D'abord les capacités de production existantes peuvent ne pas correspondre à la demande qu'exprimeraient les plus défavorisés des salariés. On retrouve ici l'argument déjà invoqué qui lie la spécialisation productive à la distribution du revenu. Plus encore on ne saurait immédiatement compter sur des formes autres de satisfaction des besoins (la production communautaire par exemple) alors qu'au contraire la réaction des grandes entreprises et des banques multinationales a toutes chances d'être rapide et déstabilisatrice : face à la limitation des profits et aux tentatives de réorientation du système de crédit, n'est-il pas prudent d'anticiper une forme de grève de l'investissement, de chantage à l'emploi, ou encore de fuite massive des capitaux hors des Etats-Unis ?

° En second lieu, le redressement de la productivité par l'augmentation des salaires constitue a priori une orientation tout à fait pertinente : à une époque, certains milieux financiers américains n'ont-ils pas déploré la flexibilité à la baisse des salaires, comme facilité accordée aux entreprises les moins innovatrices ? D'ailleurs lorsqu'on compare les pays européens aux Etats-Unis, la fermeté du salaire réel dans les premiers n'a-t-elle pas été un stimulant à la poursuite des gains de productivité, contrairement à ce que l'on a

observé aux Etats-Unis depuis la fin des années soixante ? Néanmoins une augmentation significative des salaires risque fort de ne pas entraîner d'augmentation équivalente et immédiate de la productivité. Certes, par le jeu du traditionnel cycle de l'emploi, l'expansion induirait une accélération de la productivité...dont la reprise de 1983 aux Etats-Unis donne un bon exemple. Pourtant une fois les capacités de production convenablement utilisées, c'est à moyen-long terme seulement que le dynamisme des salaires impulse la restructuration industrielle (disparition des emplois à faible valeur ajoutée, création d'emplois dans les secteurs modernes), et favorise des formes d'organisation du travail valorisant les compétences et le savoir des salariés. Le processus correspondant est loin d'être régulier et bien tempéré mais a toutes les chances d'engendrer une série de déséquilibres, porteurs de menaces sur la poursuite d'une telle politique. Il se pourrait que par exemple l'accélération de l'inflation soit la réponse des entreprises à cette nouvelle donne économique et sociale. Or l'économie américaine est aujourd'hui beaucoup plus ouverte à la concurrence internationale que dans les années cinquante : toute proportion gardée (car les Etats-Unis constituent l'économie dominante en matière technologique et monétaire), ne risque-t-on pas d'observer un processus du même type que celui enregistré en France après Mai 1981...alors même que le relèvement des salaires était tout à fait modéré, mais à contre-courant par rapport aux tendances de l'économie mondiale ?

Se trouve ainsi posé le problème des relations de cette stratégie essentiellement américaine avec l'évolution du système international : un protectionnisme modéré et sélectif suffirait-il ou au contraire faudrait-il une forme minimale de coopération internationale ? La question reste ouverte.

° Enfin, il est difficile de ne pas approuver la volonté des auteurs de restaurer l'efficacité économique grâce à une généralisation des formes démocratiques à tous les niveaux. De même l'objectif de

décentralisation va de pair avec la recherche de moyens alternatifs de produire et d'organiser la vie individuelle et collective. En un sens les propositions de BOWLES, GORDON, WEISSKOPF rejoignent deux des composantes de la politique menée en France par le gouvernement actuel : extension de l'information et de la négociation dans les entreprises (les lois AUROUX) et amorce d'une décentralisation politique et administrative. Or sur ce point l'expérience française, suggère que ce sont là des processus longs, contradictoires et incertains quant à leurs effets. Ainsi la décentralisation des négociations collectives –et en particulier de la détermination des salaires– peut soit favoriser les directions patronales si le contexte macroéconomique et sectoriel est défavorable à l'entreprise (et ainsi constituer un moyen de faire accepter aux salariés les coûts de la crise), soit jeter les bases d'un rééquilibrage, voire renversement du pouvoir au sein des entreprises et donc initier d'autres relations du travail. Tout le problème est celui de la plus ou moins grande correspondance dans les transformations politiques au sommet et à la base. De la même façon, la décentralisation peut selon le cas renforcer la cohésion des solidarités locales et contribuer au redressement économique ou alimenter un cercle vicieux où les concessions fiscales et les accommodations avec le droit du travail relancent une spirale compétitive, potentiellement dépressionniste. Résoudre ces contradictions suppose peut-être un minimum de coordination entre collectivités territoriales de divers niveaux, et plus encore entre groupes sociaux. Mais n'est-ce pas là flirter avec une forme ou une autre de corporatisme. Non pas au sens de politique favorable à la Grande Entreprise, que les auteurs contestent, mais dans l'acception qui considère la conciliation d'intérêts conflictuels par un ensemble d'institutions adéquates comme l'une des conditions de bonnes performances économiques et du maintien de solidarités sociales.

Mais ces lacunes et incertitudes n'appartiennent pas en propre à BOWLES, GORDON et WEISSKOPF : il est du ressort de chacun, aux Etats-Unis comme en Europe, mais aussi dans les pays aujourd'hui dominés, de répondre aux grandes questions que leur ouvrage soulève.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE CLASSÉE PAR THÈMES

I - LES ANALYSES NEO-CLASSIQUES , POST-KEYNESIENNES ET MODERNISTES.

BUSINESS WEEK TEAM (1980) puis (1982)
The "Reindustrialisation of America.
Mac Graw-Hill.

DAVIDSON P. (1972)
Money and the real world.
Mac Millan, Londres.

DAVIDSON P. (1982)
International money and the real world.
Mac Millan, Londres

DENISON E.F. (1979)
Accounting for Slower Economic Growth : The United States in the 1970's.
Brookings Institution.

FRIEDMAN M. (1968)
Inflation et systèmes monétaires.
Ed. Franç., Calmann- Levy,(1969). Prentice Hall.

GUTTMANN R. (1983)
Beyond "Reaganomics" : a critical survey of post-keynesian and radical alternatives.
Mimeographed. Rutgers University, December.

LUCAS R.E. (1980)
Methods and problems in business cycle theory.
Journal of Money, Credit and Banking, November.

MINSKY H. (1982)
Can "It" happen again ?
M.E. SHARPE, New York.

NORDHAUS W. (1984)
KEYNES and the american economic policy.
Communication to the Conference "The Policy Consequences of John Maynard KEYNES", HOFSTRA.

SAMUELSON P. (1955)
L'économique (2 tomes)
Colin, Paris.

SAMUELSON P. (1983)
Economies from the heart (Reprints from Newsweek).
Harcourt Brace Jovanovich Publishers.

THUROW L.C. (1980)
The Zero-Sum society.
Basic Books, New York.

THUROW L.C. (1983)
Dangerous currents. The State of Economics.
Random House, New York.

TOBIN J. (1983)
Réflexions sur la théorie macroéconomique contemporaine.
Economica, Paris.

WEINTRAUB S. (1983)
Reaganomics in the stagflation economy.
University of Pennsylvania Press.

II - MARXISTES ET RADICAUX FACE A LA CRISE.

BARAN P.A., SWEEZY P.M. (1966)
Le capitalisme monopoliste. Maspéro trad. franç. 1969 ; Monthly Review Press.

BRAVERMAN H. (1974)
Le travail dans le capitalisme monopoliste.
Traduction française,Maspéro.

GILLMAN J.M. (1957)
La baisse du taux de profit.
E.D. I., trad. franç. 1980.

KIDRON M. (1974)
Capitalism and theory.
Pluto Press, Londres.

MARGLIN S.A. (1974)
What do bosses do ? The origins and functions of hierarchy in capitalist production.
Review of Radical and Political Economies, Summer.

O'CONNOR J. (1973)
The fiscal crisis of the State.
Saint-Martin Press New York.

PIORE M., SABEL Ch. (1984)
The second industrial divide : possibilities of prosperity.
Basic Books, New York.

SHAIKH A. (1978)
An introduction to the history of crisis theories.
In U.S. Capitalism in Crisis.U.R.P.E., New York.

SHAIKH A. (1982)
A measure of surplus for the U.S..
Mimeographed. New School for Social Research.

SHERMAN H. (1979)
A marxist theory of the business cycle.
Review of Radical and Political Economies, Spring.

SWEEZY P. (1981)
The economic crisis in the United States.
Monthly Review, December.

SWEEZY P. (1982)
Why stagnation ?
Monthly Review, June.

SWEEZY P. (1983)
Where we are going ?
Monthly Review, December.

UNION FOR RADICAL AND POLITICAL ECONOMIES (1978)
U.S. capitalism in crisis. New York.

WOLFF R.D. (1978)
Marxian crisis theory.
Review of Radical and Political Economies, Spring.

WORK RELATIONS GROUP (1978)
Uncovering the Hidden history of the American workplace.
Review of Radical Political Economies, Winter.

III - AUTRES TRAVAUX DES AUTEURS DU PRESENT OUVRAGE.

BOWLES S., GINTIS H. (1976)
Schooling in capitalist america.
New York, Basic Books.

BOWLES S., GORDON D.M., WEISSKOPF T.E. (1983)
Long swings and the nonreproductive cycle.
American Economic Review, Paper and Proceedings, Vol. 73, n° 2, May.

GORDON D.M. (1981)
Capital-labor conflict and the productivity slowdown.
American Economic Review, May.

GORDON D.M., EDWARDS R., REICH E. (1982)
Segmented work, divided workers : the historical transformation of labor in the U.S.
Cambridge University Press.

REICH E., GORDON D.M. (1975) ed.
Labor Market segmentation. Lexigton.

SCHOR J.B., BOWLES S. (1983)
Conflict in the employment relation and cost of job loss.
Working paper n° 6, Economics Institute of the Center for Democratic Alternatives . July.

WEISSKOPF T.E. (1979)
Marxian crisis theory and the rate of profit in the postwar U.S. economy.
Cambridge Journal of Economics, December.

WEISSKOPF T.E. (1978)
Marxist perspectives on cyclical crises, in U.S. Capitalism in crisis, New York Union of Radical and Political Economics.

WEISSKOPF T.E., BOWLES S., GORDON D.E. (1983)
Hearts and Minds : a social model of U.S. Productivity Growth.
Brookings Papers on Economic Activity, n° 2.

IV - QUELQUES TRAVAUX FRANCAIS SUR L'ECONOMIE AMERICAINE.

AGLIETTA M. (1976)
Régulation et crise du capitalisme.
Calmann-Levy. Paris.

C.E.P.I.I. (1980)
Etats-Unis, croissance, crise et changement technique dans une économie tertiaire.
Economie Prospective internationale, Avril.

C.E.P.I.I. (1980)
Vers des limites financières à la croissance. Une analyse des déséquilibres de paiements internationaux, Juillet.
Economie Prospective Internationale, Juillet.

C.E.P.I.I. (1982)
La Reaganomie : fondements doctrinaux et dimension internationale.
Economie Prospective Internationale,1er trimestre.

C.E.P.I.I. (1982)
Les années 1980 : quelles perspectives pour l'industrie américaine et les investissements internationaux.
Economie Prospective Internationale, 4ème trimestre.

DUMENIL G., GLICK M., RANGE L.J. (1984)
La baisse de la rentabilité aux Etats-Unis : inventaire des recherches et mise en perspective historique.
Observations et Diagnostics Economiques, n° 7, Juin.

FOUET M. (1980)
Les Etats-Unis : une économie dominante dans une période de transition.
La Documentation Française.

HISCOX M.J. (1982)
Le bon, la brute et le président : quelques remarques sur le rôle de l'Etat dans la reaganomie.
Critiques de l'Economie Politique, n° 21, Oct.-Déc.

LE BERRE R. (1980)
Une fresque sectorielle de l'appareil de l'appareil productif des Etats Unis.
Statistiques et Etudes Financières, n° 42.

V - RAPPROCHEMENT AVEC LES ANALYSES DE LA REGULATION ET AUTRES TRAVAUX FRANCAIS.

AGLIETTA M., BRENDER A. (1984)
Les métamorphoses de la société salariale.
Calmann-Levy, Paris.

AGLIETTA M., ORLEAN A. (1983)
La violence de la monnaie.
P.U.F., Paris, Collection Economie en Liberté.

ANDRE Ch., DELORME R. (1983)
L'Etat et l'Economie. Seuil, Paris.

BAUDELOT Ch., ESTABLET R., TOISIER J. (1979)
Qui travaille pour qui ? Maspéro.

BENASSY J.P., BOYER R., GELPI R.M. (1979)
Régulation des économies capitalistes et inflation.
Revue Economique, Mai.

BOYER R. (1978)
Les salaires en longue période.
Economie et Statistique, n° 103, Septembre.

BOYER R. (1979)
La crise actuelle :une mise en perspective historique.
Critiques de l'Economie Politique, n° 7/8, Avril-Septembre.

BOYER R. (1981)
Les transformations du rapport salarial dans la crise.
Critiques de l'Economie Politique, n° 15/16, Avril-Juin.

BOYER R., MISTRAL J. (1983)
Accumulation, inflation, crises.
P.U.F., Paris, Seconde Edition.

BOYER R., MISTRAL J. (1983)
Politiques économiques et sortie de crise. Du carré infernal
à un nouveau New Deal ?
Futuribles, Octobre.

CORIAT B. (1982)
L'atelier et le chronomètre. Bourgois. 2ème édition.

CORIAT B. (1982)
Relations industrielles, rapport salarial et régulation.
Consommation n° 3.

CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE (1984)
La crise Toujours, n° 26/27, Janvier-Juin.

LIPIETZ A. (1981)
Crise et inflation, pourquoi ?
Maspéro, Paris.

LIPIETZ A. (1982)
Toward global fordism ?
New Left Review, n° 136, Nov.-Déc..

LIPIETZ A. (1983)
Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste.
La Découverte/Maspéro, Paris.

LIPIETZ A. (1984)
L'audace ou l'enlisement.
La Découverte, Paris.

MISTRAL J. (1978)
Compétitivité et formation de capital en longue période.
Economie et Statistique, N° 97.

MISTRAL J. (1980)
Diffusion internationale du travail, quelle crise ?
Revue d'Economie Industrielle, Déc.

MISTRAL J. (1982)
La division internationale inégale de l'accumulation intensive et ses crises. Dans BOURGUINAT Ed. : Economie et finance internationales. Economica, Paris.

PASTRE O. (1983)
Taylorisme, productivité et crise du travail.
Travail et Emploi, Oct.-Déc..

PASTRE O., de MONTMOLLIN M. (1984) Ed.
Le taylorisme.
La Découverte, Paris.